

Rapport financier 2010 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Lévis _____

Code géographique : 25213 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marcel Rodrigue, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Lévis pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.

(Nom de l'organisme)

Date 2011-04-15 Signature _____

Dernière modification : 2011-04-13 20:15:29

Réservé au ministère

490 613 340	47 939 441	127 090 940	1,3524
-------------	------------	-------------	--------

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé consolidé	23
Avantages sociaux futurs consolidés	24
Endettement total net à long terme consolidé	25
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Lévis et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Lévis et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Lévis inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8,9,23,25 et 42, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit)

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

LEMIEUX NOLET
S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés

Comptable agréé auditeur permis no 18598

DATE 2011-04-15

Dernière modification : 2011-04-13 20:15:29

Réservé au ministère

490 613 340	47 939 441	127 090 940	1,3524
-------------	------------	-------------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Lévis et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Lévis et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la Ville de Lévis inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8,9,23,25 et 42, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

André Matte, CA auditeur
Vérificateur général de la Ville de Lévis

DATE 2011-04-15

Dernière modification : 2011-04-13 20:15:29

Réservé au ministère

490 613 340	47 939 441	127 090 940	1,3524
-------------	------------	-------------	--------

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	145 812 569	153 714 567	153 984 242			153 984 242
Paiements tenant lieu de taxes	2	6 811 535	6 835 988	7 030 520			7 003 678
Quotes-parts	3					10 740 373	
Transferts	4	9 729 016	9 851 447	10 095 387		4 169 864	13 400 001
Services rendus	5	6 022 724	6 145 568	6 931 598		5 846 222	12 777 820
Imposition de droits	6	7 212 365	5 065 000	8 842 736			8 842 736
Amendes et pénalités	7	2 777 330	4 235 200	3 765 471			3 765 471
Intérêts	8	1 187 797	976 133	1 408 500		143 634	1 552 134
Autres revenus	9	1 086 230	426 606	1 923 567		3 879 651	5 803 218
	10	180 639 566	187 250 509	193 982 021		24 779 744	207 129 300
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	10 738 193	62 152 000	29 044 254		1 503 277	30 547 531
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	7 755 714	706 000	15 146 164			15 146 164
Autres	15		3 978 000	2 486 648		5 610	2 492 258
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	18 493 907	66 836 000	46 677 066		1 508 887	48 185 953
	18	199 133 473	254 086 509	240 659 087		26 288 631	255 315 253
Charges							
Administration générale	19	20 388 656	19 679 568	21 353 627	831 686		22 185 313
Sécurité publique	20	34 429 150	37 870 965	37 399 093	1 283 543		38 682 636
Transport	21	29 442 762	28 843 889	27 031 402	9 047 400	16 863 347	46 502 811
Hygiène du milieu	22	32 005 732	34 266 158	32 878 207	13 231 399	3 402 883	45 866 895
Santé et bien-être	23	569 047	2 383 114	129 814			129 814
Aménagement, urbanisme et développement	24	11 609 672	17 317 306	13 496 832	326 683	2 056 775	14 332 757
Loisirs et culture	25	23 876 461	25 684 601	25 491 543	3 722 963		29 214 506
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	9 370 984	9 295 574	9 743 333		717 747	10 461 080
Amortissement des immobilisations	28	25 843 441	28 054 542	28 443 674	(28 443 674)		
	29	187 535 905	203 395 717	195 967 525		23 040 752	207 375 812
Excédent (déficit) de l'exercice	30	11 597 568	50 690 792	44 691 562		3 247 879	47 939 441

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	11 597 568		50 690 792		44 691 562	3 247 879	47 939 441
Moins: revenus d'investissement	2	(18 493 907 )	(	66 836 000 )	(	46 677 066)	(1 508 887)	(48 185 953)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(6 896 339)		(16 145 208)		(1 985 504)	1 738 992	(246 512)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	25 843 441		28 054 542		28 443 674	2 080 295	30 523 969
Produit de cession	5	240 650				55 770	29 899	85 669
(Gain) perte sur cession	6	(240 650)				(55 770)	142 791	87 021
Réduction de valeur	7							
	8	25 843 441		28 054 542		28 443 674	2 252 985	30 696 659
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9	95 289				623 596		623 596
Réduction de valeur	10							
	11	95 289				623 596		623 596
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12						353 528	353 528
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						30 780	30 780
	15						384 308	384 308
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	1 207 069		9 271 000		2 514 471	42 031	2 556 502
Remboursement de la dette à long terme	17	(19 767 602 )	(	19 949 723 )	(	20 156 489)	(1 900 941)	(22 057 430)
	18	(18 560 533)	(	(10 678 723)	(	(17 642 018)	(1 858 910)	(19 500 928)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(893 217 )	(	385 000 )	(	169 805)	(197 698)	(367 503)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	2 668 761				662 856	(1 474 202)	(811 346)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21	3 019 616		(625 662)		(1 061 497)	(58 954)	(1 120 451)
Montant à pourvoir dans le futur	22	1 241		(219 949)		471 747	116 867	588 614
Financement des investissements en cours	23							
	24	4 796 401		(1 230 611)		(96 699)	(1 613 987)	(1 710 686)
	25	12 174 598		16 145 208		11 328 553	(835 604)	10 492 949
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26	5 278 259				9 343 049	903 388	10 246 437

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	18 493 907		66 836 000		46 677 066	1 508 887	48 185 953
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Acquisition								
Administration générale	2	(1 690 151 )	(	2 255 000 )	(	867 455 )	(	867 455)
Sécurité publique	3	(1 206 015 )	(	3 913 000 )	(	3 036 314 )	(	3 036 314)
Transport	4	(21 430 638 )	(	51 230 000 )	(	28 798 073)	(3 201 456)	(31 999 529)
Hygiène du milieu	5	(24 894 083 )	(	82 238 000 )	(	47 234 265)	(136 018)	(47 370 283)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(16 522 )	(	10 228 000 )	(	12 698)	(8 495)	(21 193)
Loisirs et culture	8	(3 789 910 )	(	13 020 000 )	(	8 602 262)	()	(8 602 262)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(53 027 319 )	(	162 884 000 )	(	88 551 067)	(3 345 969)	(91 897 036)
Propriétés destinées à la revente								
Acquisition	11	(1 130 039 )	(	1 400 000 )	(	1 321 678)	()	(1 321 678)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Émission ou acquisition	12	( )	(	)	(	)	( 147 500)	(147 500)
Financement								
Financement à long terme des activités d'investissement	13	29 011 660		91 974 000		31 680 418	3 495 969	35 176 387
Affectations								
Activités de fonctionnement	14	893 217		385 000		169 805	197 698	367 503
Excédent accumulé								
Excédent de fonctionnement non affecté	15	796 954				(138 800)	120 672	(18 128)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16	2 892 513		5 089 000		5 180 030	147 500	5 327 530
	17	4 582 684		5 474 000		5 211 035	465 870	5 676 905
	18	(20 563 014)		(66 836 000)		(52 981 292)	468 370	(52 512 922)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19	(2 069 107)				(6 304 226)	1 977 257	(4 326 969)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	11 597 568	50 690 792	44 691 562	3 247 879	47 939 441		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(53 027 319)	(162 884 000)	(88 551 067)	(3 345 969)	(91 897 036)		
Produit de cession	3	240 650		55 770	29 899	85 669		
Amortissement	4	25 843 441	28 054 542	28 443 674	2 080 295	30 523 969		
(Gain) perte sur cession	5	(240 650)		(55 770)	142 791	87 021		
Réduction de valeur	6							
	7	(27 183 878)	(134 829 458)	(60 107 393)	(1 092 984)	(61 200 377)		
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(1 034 749)		(698 082)		(698 082)		
Variation des stocks de fournitures	9	14 942		(458 815)	84 753	(374 062)		
Variation des autres actifs non financiers	10	355 747		(1 280 000)	(500 259)	(1 780 259)		
	11	(664 060)		(2 436 897)	(415 506)	(2 852 403)		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(16 250 370)	(84 138 666)	(17 852 728)	1 739 389	(16 113 339)		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(170 444 092)		(186 496 172)	(16 102 380)	(202 598 552)		
Redressement aux exercices antérieurs	14	198 290		263 957		263 957		
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(170 245 802)		(186 232 215)	(16 102 380)	(202 334 595)		
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(186 496 172)		(204 084 943)	(14 362 991)	(218 447 934)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>2009</u>		<u>2010</u>		<u>2009</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	Total consolidé
ACTIFS FINANCIERS						
Encaisse	1	20 088 836	21 628 029	2 371 316	23 999 345	22 387 877
Placements temporaires	2	398 169		2 167 806	2 167 806	1 295 852
Débiteurs (note 5)	3	48 628 929	76 027 514	12 455 834	87 742 271	54 568 725
Prêts (note 6)	4	107 151	107 151	574 015	681 166	867 975
Placements à long terme (note 7)	5			2 611 487	2 611 487	1 656 841
Participations dans des entreprises municipales	6					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7					
Autres actifs financiers (note 9)	8					
	9	69 223 085	97 762 694	20 180 458	117 202 075	80 777 270
PASSIFS						
Découvert bancaire	10					
Emprunts temporaires	11	10 932 621	34 866 540	5 586 789	40 453 329	16 494 410
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	41 824 124	48 585 802	4 765 520	52 610 245	47 115 352
Revenus reportés (note 11)	13	1 494 277	1 603 482	5 974 503	7 577 985	1 725 899
Dette à long terme (note 12)	14	199 813 535	215 006 213	18 216 637	233 222 850	216 385 461
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	1 654 700	1 785 600		1 785 600	1 654 700
	16	255 719 257	301 847 637	34 543 449	335 650 009	283 375 822
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(186 496 172)	(204 084 943)	(14 362 991)	(218 447 934)	(202 598 552)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations (note 13)	18	602 217 960	662 325 353	30 268 579	692 593 932	631 393 555
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	10 850 963	11 549 045		11 549 045	10 850 963
Stocks de fournitures	20	1 227 535	1 686 350	279 183	1 965 533	1 591 471
Autres actifs non financiers (note 15)	21	1 044 844	2 324 844	627 920	2 952 764	1 172 505
	22	615 341 302	677 885 592	31 175 682	709 061 274	645 008 494
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	6 521 473	12 355 776	1 076 474	13 432 250	5 571 181
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	8 920 062	8 016 629	4 392 156	12 408 785	13 080 613
Montant à pourvoir dans le futur	25	(2 974 754)	(3 446 502)	(259 428)	(3 705 930)	(3 117 316)
Financement des investissements en cours	26	(14 583 584)	(21 118 220)	(1 653 717)	(22 771 937)	(18 214 558)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	430 961 933	477 992 966	13 257 206	491 250 172	445 090 022
	28	428 845 130	473 800 649	16 812 691	490 613 340	442 409 942

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Réalizations 2009		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	11 597 568	44 691 562	3 247 879	47 939 441
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	25 843 441	28 443 674	2 080 295	30 523 969
Autres					
-Gain immob/perte disp.rad.plac	3	(240 650)	(55 770)	178 101	122 331
-Autres	4	198 290	263 957		263 957
	5	37 398 649	73 343 423	5 506 275	78 849 698
Variation nette des éléments hors caisse					
Placements temporaires de plus de trois mois	6				
Débiteurs	7	1 736 650	(27 398 585)	(6 368 862)	(33 173 546)
Autres placements à long terme	8			(1 009 175)	(1 009 175)
Autres actifs financiers	9	(1 024 554)	510 718	189 241	699 959
Créditeurs et charges à payer	10	(919 454)	6 761 678	(672 884)	5 494 893
Revenus reportés	11	(1 083 116)	109 205	5 742 881	5 852 086
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs					
	12	(37 500)	130 900		130 900
Propriétés destinées à la revente	13	(1 034 749)	(698 082)		(698 082)
Stocks de fournitures	14	14 942	(458 815)	84 753	(374 062)
Autres actifs non financiers	15	355 747	(1 280 000)	(500 259)	(1 780 259)
	16	35 406 615	51 020 442	2 971 970	53 992 412
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	17 (	53 027 319 ) (	88 551 067 ) (	3 345 969 ) (	91 897 036)
Produit de cession	18	240 650	55 770	29 899	85 669
	19	(52 786 669)	(88 495 297)	(3 316 070)	(91 811 367)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	20 (	) (	) (	147 500 ) (	147 500)
Remboursement ou cession	21			353 528	353 528
	22			206 028	206 028
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	31 181 022	37 720 000	3 628 000	41 348 000
Remboursement de la dette à long terme	24 (	22 056 530 ) (	22 557 252 ) (	1 962 118 ) (	24 519 370)
Variation nette des emprunts temporaires	25	638 339	23 933 919	25 000	23 958 919
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme					
	26	36 410	29 930	(21 171)	8 759
Autres					
-	27				
-	28				
	29	9 799 241	39 126 597	1 669 711	40 796 308
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	(7 580 813)	1 651 742	1 531 639	3 183 381
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	31	23 732 394	16 151 581	1 274 644	17 426 225
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice ²					
	32	16 151 581	17 803 323	2 806 283	20 609 606

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total</u>	
					<u>consolidé¹</u>	
Rémunération	1	66 188 547	70 641 204	70 208 721	7 389 452	77 598 173
Charges sociales	2	14 192 564	16 321 490	16 665 759	1 200 822	17 866 581
Biens et services	3	53 463 753	52 492 520	52 070 876	10 339 274	62 383 308
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	8 007 665	8 310 158	8 284 056	564 746	8 848 802
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	933 061	905 416	880 109	56 914	937 023
D'autres tiers	7	8 627		7 598		7 598
Autres frais de financement	8	421 631	80 000	571 570	96 087	667 657
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	475 469	460 528	429 140		429 140
Autres	10	11 045 031	10 701 524	10 299 183	148 678	389 771
Autres organismes	11	5 032 805	5 143 323	4 735 684	825 410	4 172 043
Amortissement des immobilisations	12	25 843 441	28 054 542	28 443 674	2 080 295	30 523 969
Autres						
- Contributions fin.-Ententes	13	1 314 382	10 028 070	2 309 361	288 051	2 438 930
- Réclamations diverses	14	426 301	255 942	990 803		990 803
- Act.de post-fermeture-autres	15	182 628	1 000	70 991	51 023	122 014
	16	187 535 905	203 395 717	195 967 525	23 040 752	207 375 812

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Budget 2010	Réalizations	
		2010	2009
Revenus			
Taxes	1	153 984 242	145 812 569
Paiements tenant lieu de taxes	2	7 003 678	6 784 838
Quotes-parts	3		
Transferts	4	43 947 532	27 241 376
Services rendus	5	12 777 820	12 230 691
Imposition de droits	6	8 842 736	7 212 365
Amendes et pénalités	7	3 765 471	2 777 330
Intérêts	8	1 552 134	1 342 511
Autres revenus	9	23 441 640	10 520 571
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	255 315 253	213 922 251
Charges			
Administration générale	12	22 185 313	21 093 361
Sécurité publique	13	38 682 636	35 660 400
Transport	14	46 502 811	45 200 826
Hygiène du milieu	15	45 866 895	43 871 263
Santé et bien-être	16	129 814	569 047
Aménagement, urbanisme et développement	17	14 332 757	12 153 358
Loisirs et culture	18	29 214 506	27 502 608
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	10 461 080	10 099 219
	21	207 375 812	196 150 082
Excédent (déficit) de l'exercice	22	47 939 441	17 772 169
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	442 409 942	424 439 480
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24	263 957	198 293
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	442 673 899	424 637 773
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	490 613 340	442 409 942

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1		47 939 441	17 772 169
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	91 897 036 ) (	60 124 816)
Produit de cession	3		85 669	295 083
Amortissement	4		30 523 969	27 568 193
(Gain) perte sur cession	5		87 021	(119 874)
Réduction de valeur	6			
	7		(61 200 377)	(32 381 414)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(698 082)	(1 034 749)
Variation des stocks de fournitures	9		(374 062)	(40 877)
Variation des autres actifs non financiers	10		(1 780 259)	360 328
	11		(2 852 403)	(715 298)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12		(16 113 339)	(15 324 543)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(202 598 552)	(187 472 299)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14		263 957	198 290
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(202 334 595)	(187 274 009)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(218 447 934)	(202 598 552)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	23 999 345	22 387 877
Placements temporaires	2	2 167 806	1 295 852
Débiteurs (note 5)	3	87 742 271	54 568 725
Prêts (note 6)	4	681 166	867 975
Placements à long terme (note 7)	5	2 611 487	1 656 841
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>117 202 075</u>	<u>80 777 270</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11	40 453 329	16 494 410
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	52 610 245	47 115 352
Revenus reportés (note 11)	13	7 577 985	1 725 899
Dette à long terme (note 12)	14	233 222 850	216 385 461
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	1 785 600	1 654 700
	16	<u>335 650 009</u>	<u>283 375 822</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	<u>(218 447 934)</u>	<u>(202 598 552)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	692 593 932	631 393 555
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	11 549 045	10 850 963
Stocks de fournitures	20	1 965 533	1 591 471
Autres actifs non financiers (note 15)	21	2 952 764	1 172 505
	22	<u>709 061 274</u>	<u>645 008 494</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>490 613 340</u>	<u>442 409 942</u>
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	47 939 441	17 772 169
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	30 523 969	27 568 193
Autres			
-Gain immob/perte disp.rad.plac	3	122 331	(119 874)
-Autres	4	263 957	198 290
	5	78 849 698	45 418 778
Variation nette des éléments hors caisse			
Placements temporaires de plus de trois mois	6		
Débiteurs	7	(33 173 546)	488 927
Autres placements à long terme	8	(1 009 175)	
Autres actifs financiers	9	699 959	(1 666 407)
Créditeurs et charges à payer	10	5 494 893	2 235 466
Revenus reportés	11	5 852 086	(856 494)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12	130 900	(37 500)
Propriétés destinées à la revente	13	(698 082)	(1 034 749)
Stocks de fournitures	14	(374 062)	(40 877)
Autres actifs non financiers	15	(1 780 259)	360 328
	16	53 992 412	44 867 472
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	17	(91 897 036)	(60 124 816)
Produit de cession	18	85 669	295 083
	19	(91 811 367)	(59 829 733)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	20	(147 500)	(390 857)
Remboursement ou cession	21	353 528	288 889
	22	206 028	(101 968)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	41 348 000	31 918 739
Remboursement de la dette à long terme	24	(24 519 370)	(23 979 299)
Variation nette des emprunts temporaires	25	23 958 919	213 731
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	8 759	17 966
Autres			
-	27		
-	28		
	29	40 796 308	8 171 137
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	3 183 381	(6 893 092)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	17 426 225	24 319 317
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹			
	32	20 609 606	17 426 225

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville a été constituée le 1er janvier 2002 en vertu de la Loi portant sur la réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais.

2. Principales méthodes comptables

A) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes suivants: Société de transport de Lévis, Société de développement économique de Lévis (CLD) et Célébrations Lévis 2011. De plus, la Ville participe au partenariat dans la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière.

Les comptes de la Ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la Ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la Ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la Ville dans les opérations de la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière pour l'exercice est de 94,6695 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 94,4097 % en début d'exercice à 94,4392 % à la fin de l'exercice.

L'expression « Administration municipale » utilisée réfère à la Ville de Lévis excluant les organismes qu'elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode du coût moyen.

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à compter de l'année suivant leur transfert à la catégorie d'immobilisation appropriée, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis,

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	de 5 à 40 ans
Bâtiments	de 15 à 40 ans
Améliorations locatives	de 5 à 15 ans
Véhicules	de 3 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	de 4 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	de 5 à 20 ans
Autres	de 1 à 20 ans

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville, la Société de transport de Lévis et la Régie intermunicipale des déchets des Chutes-de-la-Chaudière est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) offerts par la Ville, la Société de transport de Lévis, la Société de développement économique de Lévis (CLD) et la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2010 selon la méthode de la valeur liée au marché lissée sur une période de 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont partiellement reconnus au cours de l'exercice. Le reste est amorti sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

G) Montant à pourvoir dans le futur

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : devra avoir été complètement renversé au terme de la DMERCA;

- Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement :
 - pour les excédents de la charge sur les sommes à verser en fiducie : seront financés à long terme en 2012 environ.

H) Autres éléments

Encaisse et placements affectés

Les placements temporaires et les placements à long terme sont comptabilisés au coût.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

Les frais relatifs à la confection du rôle d'évaluation sont amortis linéairement sur 3 ans.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Éléments incorporels

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	5 302 179	5 632 030
Placements temporaires	2	255 366	625 474
Placements à long terme	3	2 396 814	1 392 169
Note			
Des montants de 241 640 \$ en encaisse et 2 396 814 \$ en placements à long terme sont affectés à la gestion post-fermeture du site d'enfouissement et sont détenus en fiducie.			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	9 874 834	7 436 981
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	52 410 670	35 260 709
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	18 306 364	4 798 366
Organismes municipaux	8	75 603	143 636
Autres			
- Cour municipale	9	1 194 627	1 007 473
- Autres débiteurs	10	5 880 173	5 921 560
	11	87 742 271	54 568 725
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	23 093 580	21 743 555
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14	162 260	185 582
	15	23 255 840	21 929 137
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 563 195	1 439 329
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	107 151	107 151
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Prêts - SDE	19	574 015	760 824
-	20		
	21	681 166	867 975
Note			
Les prêts octroyés par la SDE sont présentés nets d'une provision de 21 111 \$.			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	214 673	264 672
Autres placements	23	2 396 814	1 392 169
	24	2 611 487	1 656 841
Note			
Les placements à titre d'investissement sont constitués d'actions dans des sociétés privées investies dans le cadre du fonds local d'investissement.			
Les autres placements sont constitués de certificats de dépôts à terme échéant de 2011 à			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

2010

2009

2012 dont les taux d'intérêt varient de 2,28 % à 4,10 %. Ils comprennent également des obligations dont les taux d'intérêt varient de 2,20% à 10,25% et échéant de 2012 à 2020. Ils sont détenus dans la fiducie du fonds de gestion post-fermeture.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(1 785 600)	(1 654 700)
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27	<u>(1 785 600)</u>	<u>(1 654 700)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	6 778 800	5 161 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30	64 161	71 387
Autres régimes (REER et autres)	31	246 489	230 071
Régimes de retraite des élus municipaux	32	263 372	212 031
	33	<u>7 352 822</u>	<u>5 674 489</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	17 742 446	20 132 918
Salaires et avantages sociaux	38	24 407 876	20 164 418
Dépôts et retenues de garantie	39	6 828 123	3 558 734
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	1 885 815	1 596 825
Autres			
- Intérêts courus dettes à LT	42	1 445 597	1 352 207
- Organismes municipaux	43		87 420
- Gouvernement du Québec	44	296 444	164 912
- Autres courus	45	3 944	57 918
-	46		
	47	<u>52 610 245</u>	<u>47 115 352</u>

Note

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

Conformément à la convention de fiducie intervenue le 14 juillet 1998 et selon les exigences précisées à la "condition 21" du décret numéro 701-98 adopté par le gouvernement du Québec en date du 27 mai 1998 et modifié par le décret numéro 1083-2007 du 5 décembre 2007, la régie s'est engagée à mettre en oeuvre un programme de surveillance des eaux de lixiviation pour la période de gestion d'après-fermeture du site d'enfouissement.

Le passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture de la régie est constaté dans ses états financiers en fonction de la capacité utilisée de la décharge, laquelle est mesurée selon une méthode volumétrique (en mètres cubes).

Au 31 décembre 2010, le passif présenté au titre des activités de fermeture est de 231 940 \$ et celui présenté au titre des activités d'après-fermeture est de 1 653 875 \$. Le total des dépenses estimatives rattachées aux activités de fermeture et

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

2010

2009

d'après-fermeture est de 287 795 \$ pour l'exercice 2010.
Le solde restant à constater est de 13 079 868 \$ pour une capacité restante de la décharge de 1 980 544 mètres cube.
La durée de vie restante estimative de la décharge est de 29 ans.
La durée estimative de la période au cours de laquelle il sera nécessaire de poursuivre les activités d'après-fermeture est de 30 ans.

Selon les exigences précisées à la "condition 21" du décret, la régie s'est engagée à constituer sous forme de fiducie des garanties financières ayant pour but de couvrir les coûts afférents à la gestion d'après-fermeture du lieu d'enfouissement sanitaire autorisé. Elle doit verser au patrimoine fiduciaire, durant la période d'exploitation, laquelle prendra fin le 31 janvier 2040, des contributions dont la valeur totale doit être équivalente à la valeur que représente la somme de 3 181 952 \$ actualisée (montant exprimé en dollars de 1998), par indexation au 1er janvier de chacune des années ou parties d'années comprises dans la période d'exploitation, sur la base du taux de variation des indices des prix à la consommation pour le Canada. De plus, à la fin de chaque période de cinq années d'exploitation, la valeur totale des contributions à verser au patrimoine fiduciaire ainsi que le montant de la contribution à verser pour chaque mètre cube de déchets (après compactage) enfouis doivent faire l'objet d'une réévaluation et, le cas échéant, d'ajustements.

Le montant des actifs affectés au règlement du passif au titre des activités d'après-fermeture au 31 décembre 2010 est de 2 668 667 \$.

Le règlement des activités de fermeture sera effectué à même un règlement d'emprunt.

11. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	48	243 747	250 079
Transferts	49	2 591 152	6 781
Autres			
- Rev.rep.dettes,loisirs,déneig	50	4 318 075	963 112
- R Retraite Carra anciens Élus	51	425 011	505 927
	52	7 577 985	1 725 899

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

						2010	2009
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,00	5,69	2011	2020	53	228 475 797	210 677 915
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2,38	6,06	2011	2026	55	7 267 725	8 326 977
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres			2011	2018	58	270 000	180 000
					59	236 013 522	219 184 892
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	(2 790 672)	(2 799 431)
					61	233 222 850	216 385 461

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2010			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2011	62	70	24 712 424	78	87	736 990	95	25 449 414
2012	63	71	25 252 405	79	88	618 419	96	25 870 824
2013	64	72	24 827 562	80	89	841 129	97	25 668 691
2014	65	73	22 842 386	81	90	866 883	98	23 709 269
2015	66	74	20 287 940	82	91	817 028	99	21 104 968
2016 et +	67	75	110 553 080	83	92	3 657 276	100	114 210 356
	68	76	228 475 797	84	93	7 537 725	101	236 013 522
Intérêts et frais accessoires			85	()			102	()
	69	77	228 475 797	86	94	7 537 725	103	236 013 522

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	150 930 766	132 16 276 822	159 186	167 207 588
Eaux usées	105	286 053 749	133 10 441 904	160 187	296 495 653
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	261 208 113	134 18 732 533	161 188	279 940 646
Autres	107	121 178 171	135 5 615 380	162 189	126 793 551
Réseau d'électricité	108		136	163 190	
Bâtiments	109	108 717 065	137 5 104 247	164 191	113 821 312
Améliorations locatives	110	3 407 436	138 5	165 192	3 407 441
Véhicules	111	37 328 607	139 1 195 893	166 1 360 530 193	37 163 970
Ameublement et équipement de bureau	112	23 466 964	140 1 099 145	167 194	24 566 109
Machinerie, outillage et équipement divers	113	28 196 897	141 3 831 567	168 130 500 195	31 897 964
Terrains	114	14 107 478	142 446 224	169 196	14 553 702
Autres	115	688 706	143	170 197	688 706
	116	<u>1 035 283 952</u>	<u>144 62 743 720</u>	<u>171 1 491 030</u> 198	<u>1 096 536 642</u>
Immobilisations en cours	117	<u>41 136 755</u>	<u>145 29 153 316</u>	<u>172</u> 199	<u>70 290 071</u>
	118	<u>1 076 420 707</u>	<u>146 91 897 036</u>	<u>173 1 491 030</u> 200	<u>1 166 826 713</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	52 174 134	147 3 687 204	174 201	55 861 338
Eaux usées	120	115 866 205	148 7 072 085	175 202	122 938 290
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	118 543 827	149 6 609 957	176 203	125 153 784
Autres	122	62 358 205	150 4 388 244	177 204	66 746 449
Réseau d'électricité	123		151	178 205	
Bâtiments	124	39 193 896	152 2 733 916	179 206	41 927 812
Améliorations locatives	125	854 827	153 226 571	180 207	1 081 398
Véhicules	126	26 292 122	154 2 425 271	181 1 187 840 208	27 529 553
Ameublement et équipement de bureau	127	18 252 593	155 1 021 521	182 209	19 274 114
Machinerie, outillage et équipement divers	128	10 917 470	156 2 340 950	183 130 500 210	13 127 920
Autres	129	573 873	157 18 250	184 211	592 123
	130	<u>445 027 152</u>	<u>158 30 523 969</u>	<u>185 1 318 340</u> 212	<u>474 232 781</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>631 393 555</u>		213	<u>692 593 932</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	214		217	219	221
Amortissement cumulé	215	()	218	()	220
Valeur comptable nette	216				222

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	224	6 836 936	6 406 018
Immeubles industriels municipaux	225	4 712 109	4 444 945
Autres	226		
	227	11 549 045	10 850 963
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	11 549 045	10 850 963

Note**15. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	230	2 187 310	659 596
Frais reportés			
- Rôle d'évaluation	231	765 454	512 909
-	232		
	233	2 952 764	1 172 505

Note**16. Engagements contractuels**

Ville de Lévis:

La Ville s'est engagée à assumer 10% du déficit d'exploitation de l'Office municipal d'habitation de Lévis.

La Ville s'est engagée envers certains fournisseurs et employés contractuels pour une somme de 56 620 428\$ au 31 décembre 2010.

Ces engagements concernent principalement l'entretien de propriétés appartenant à la Ville, le déneigement de rues, l'entretien du réseau d'éclairage, la cueillette et le transport des ordures et des matières recyclables incluant la fourniture de bacs roulants, la fourniture de services professionnels et l'engagement d'employés contractuels.

Les échéances se répartissent comme suit:

2011:	20 038 857\$
2012:	13 610 868\$
2013:	8 054 250\$
2014:	6 532 836\$
2015:	5 543 043\$
2016:	1 090 574\$
2017:	175 000\$
2018 à 2028:	1 575 000\$

Société de développement économique de Lévis (CLD):

Les versements relatifs à des contrats de location d'espaces à bureau et d'équipements échéant respectivement en mai 2011 et en juillet 2015 totalisent 57 674\$ et se

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

répartissent comme suit: 2011 - 32 051\$; 2012 - 6 833\$; 2013 - 6 833\$; 2014 - 6 833 \$ et 2015 - 5 124\$.

Au 31 décembre 2010, le conseil d'administration avait approuvé des projets totalisant des aides financières totales de 70 000\$, 12 000\$, 108 000\$ et 38 500\$ dans le cadre du fonds de développement des entreprises d'économie sociale, du fonds des jeunes promoteurs, du fonds d'appui aux projets stratégiques et du fonds Triple F respectivement ainsi que des prêts de 320 000\$ pour le fonds local d'investissement et 25 000\$ pour le fonds Triple F pour lesquels les déboursés n'ont pas encore eu lieu.

Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière:

En vertu de l'entente relative à la constitution de la Régie, celle-ci s'est engagée à verser une compensation à la municipalité de Saint-Lambert-de-Lauzon pour la durée de l'entente, soit 75 ans. La compensation est de 3,0123\$ la tonne métrique représentant une dépense de 157 050\$ en 2010 et elle sera indexée jusqu'en 2014 au taux de 1,91 %. La compensation annuelle ne peut être inférieure à 80 000 \$.

La Régie s'est engagée en vertu d'un contrat échéant le 31 décembre 2013 pour l'exploitation du lieu d'enfouissement sanitaire de Saint-Lambert-de-Lauzon. Les versements estimatifs totaux s'élèvent à 1 131 555\$ et sont de 377 185\$ annuellement basé sur un tonnage annuel approximatif de 50 000 tonnes métriques de déchets.

Les versements relatifs à un contrat de déneigement échéant au printemps 2013 totalisent 79 079\$ et se répartissent comme suit: 2011 et 2012 - 28 756\$ annuellement et 2013 - 21 567\$.

La Régie a signé un contrat d'entretien des aérateurs et des pompes échéant au printemps 2011. Les versements totalisent 8 092\$ pour l'année 2011.

Les versements relatifs à un contrat d'analyse des eaux souterraines, de surface et de lixiviation échéant en 2014 totalisent 25 549\$ et se répartissent comme suit : 2011 - 6 249 \$, 2012 et 2013 - 6 622 \$ et 2014 - 7 056 \$.

Société de transport de Lévis:

Les versements relatifs à des contrats de location et d'entretien du terrain, d'achat d'uniformes et à d'autres services échéant de 2011 à 2013 totalisent 344 270\$ et se répartissent comme suit: 2011 - 211 892\$ et 2012 - 81 669\$ et 2013 - 50 709\$.

De plus, la Société a signé des contrats de transport adapté échéant en décembre 2011 et février 2014. Les versements relatifs à ces contrats totalisent 956 518\$ et se répartissent comme suit: 2011 - 461 393\$; 2012 - 225 734\$; 2013 - 230 249\$ et 2014 - 39 142\$.

La Société a également signé deux contrats de transport en commun échéant en décembre 2013 et décembre 2016. Les versements des cinq prochains exercices relatifs à ces contrats totalisent 16 137 918\$ et se répartissent comme suit: 2011 - 3 083 288\$; 2012 - 3 188 846\$; 2013 - 3 284 844\$; 2014 - 3 233 877\$ et 2015 - 3 347 063\$.

Célébrations Lévis 2011:

L'organisme s'est engagé par bail jusqu'en 2012 pour la location de bureaux. Le solde de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

l'engagement suivant ce bail, exclusion faite des clauses escalatoires d'impôts fonciers et autres, s'établit à 27 740\$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices en vertu de ce bail sont les suivants: 2011 - 17 520\$ et 2012 - 10 220\$.

17. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

Parc Nautique Lévy (1984) inc.

La Ville a signé une convention avec Parc Nautique Lévy (1984) inc., par laquelle elle accepte de cautionner la Corporation pour un montant maximal de 340 000\$ aux fins de financer le projet d'agrandissement à la Marina. Le solde du cautionnement au 31 décembre 2010 s'élève à 172 859\$.

Club de ski de fond Saint-Jean-Chrysostome

La Ville s'est portée caution solidaire des obligations du Club de ski aux termes d'un contrat de prêt dont le solde est de 78 751\$ au 31 décembre 2010.

Scouts & Guides Saint-Jean-Chrysostome

La Ville s'est portée caution solidaire des obligations du 129e Groupe Scouts & Guides au terme d'un contrat de prêt dont le solde est de 27 116\$ au 31 décembre 2010.

Club de Curling Etchemin (1961) ltée

Dans le cadre du projet d'ajout de 2 glaces à l'immeuble situé au 235 rue Saint-Robert, la Ville a accepté de cautionner le Club de Curling Etchemin (1961) ltée pour un montant maximal de 350 000\$, ce cautionnement étant garanti par une hypothèque du même montant affectant ledit immeuble. Le solde de l'emprunt est de 131 891\$ au 31 décembre 2010.

Complexe de soccer Honco de Lévis

La Ville s'est engagée, jusqu'en 2027, à verser au Complexe de soccer Honco de Lévis un montant correspondant à tout déficit annuel d'encaisse jusqu'à concurrence d'un montant de 100 000\$ annuellement. Le déficit annuel d'encaisse correspond aux profits nets plus l'amortissement des immobilisations moins la portion capital du remboursement de la dette moins l'amortissement des apports reportés affectés aux immobilisations.

De plus, la Ville a consenti un cautionnement personnel dégressif des obligations de la Corporation Complexe de soccer Honco de Lévis pour un montant n'excédant pas la moitié du solde de l'emprunt hypothécaire consenti pour un montant de 5 500 000\$ pour la construction du Complexe. Le solde des emprunts au 31 décembre 2010 s'élève à 5 094 399\$, donc pour un solde de cautionnement consenti par la Ville de 2 547 200\$.

b) Auto-assurance

En responsabilité civile générale, la Ville couvre elle-même les réclamations jusqu'à concurrence de 1 000 000 \$ par sinistre. Une réserve financière a d'ailleurs été créée en 2002 afin de niveler sur plusieurs exercices les impacts financiers qui pourraient en résulter.

c) Poursuites

Différentes poursuites et réclamations contre la Ville totalisent environ 70 100 000 \$. Dans plusieurs cas, de l'avis des procureurs de la Ville, les montants réclamés sont nettement exagérés ou non fondés et la défense de la Ville est considérée comme très sérieuse.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

d) Autres

s.o.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

18. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

19. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées car le budget de la Société de transport de Lévis n'a pas été adopté par la Ville de Lévis.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	13 432 250	5 571 181
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	12 408 785	13 080 613
Montant à pourvoir dans le futur	3 (	3 705 930 ) (	3 117 316)
Financement des investissements en cours	4	(22 771 937)	(18 214 558)
Investissement net dans les éléments à long terme	5	491 250 172	445 090 022
	6	490 613 340	442 409 942

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté			
- Ex-villes	7	221 578	1 109 374
- Affectation exercice suivant	8	1 615 000	966 692
- Cession d'actifs	9	645 865	820 079
- Activités d'après-fermeture	10	1 014 791	954 298
- Fonds affectés de la SDE	11	579 667	409 295
- Aff.projets.act.fin.non termin	12	195 504	289 386
-	13		
	14	4 272 405	4 549 124
Réserves financières			
- Fonds d'autoassurance	15	139 001	157 981
- Développement du territoire	16	2 439 776	2 491 379
- Franchise d'assurance	17	240 387	124 452
- Entretien des cours d'eau	18	319 450	121 820
- Déneig,énergie,assign,autres	19	183 644	123 826
	20	3 322 258	3 019 458
Fonds réservés			
Fonds de roulement	21	297 931	1 298 718
Fonds parcs et terrains de jeux	22	539 456	433 702
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23	649 633	306 440
Société québécoise d'assainissement des eaux	24	306 075	404 559
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25	1 753 388	2 164 636
Fonds d'amortissement	26		
Financement des activités de fonctionnement	27	161 753	143 269
Autres			
- Fonds réservés SDE	28	1 105 886	760 707
-	29		
-	30		
-	31		
	32	4 814 122	5 512 031
	33	12 408 785	13 080 613

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 (703 092 ) (	802 638)
Intérêts sur la dette à long terme	35 (236 173 ) (	280 684)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 (1 491 900 ) (	1 606 700)
Régimes non capitalisés	37 () ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 (728 825 ) (	308 100)
Autres	39 (314 000) ()
Régimes non capitalisés	40 () ()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 (231 940 ) (	119 194)
Autres		
-	42 () ()
-	43 () ()
	44 (3 705 930 ) (	3 117 316)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	45 11 095 232	5 072 278
Investissements à financer	46 (33 867 169 ) (	23 286 836)
	47 (22 771 937)	(18 214 558)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48 692 593 932	631 393 555
Propriétés destinées à la revente	49 11 549 045	10 850 963
Prêts	50 681 166	867 975
Placements à titre d'investissement	51 214 673	264 672
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53 705 038 816	643 377 165
Éléments de passif		
Dette à long terme	54 233 222 850	216 385 461
Frais reportés liés à la dette à long terme	55 2 790 672	2 799 431
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	56 (23 255 840 ) (	21 929 137)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 () ()
	58 212 757 682	197 255 755
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59 1 030 962	1 031 388
	60 213 788 644	198 287 143
	61 491 250 172	445 090 022

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>5</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Les régimes de retraite à prestations déterminées ont pour but d'accumuler les sommes nécessaires au versement de rentes viagères aux employés lors de leur retraite. Celle-ci sont calculées en fonction du nombre d'années de service et d'un pourcentage préétabli de la rémunération. Les paramètres servant à fixer la rente varient d'un régime à l'autre.

Depuis 2006, tous les employés cotisant à un régime de prestations déterminées le font dans un seul régime. Des études sont en cours afin de déterminer ce qu'il adviendra des régimes ne comptant plus de participants actifs.

PRESTATIONS

À compter de la date de sa retraite normale, chaque participant a droit à une rente normale dont le montant varie en fonction du régime auquel il a participé et de la fonction qu'il occupe.

Ces prestations sont en général basées sur le salaire final moyen, sauf dans le cas d'un des régimes inactifs qui tient compte du salaire de chaque année de contribution, redressé en fonction d'une indexation. Le pourcentage préétabli varie de 1,4% à 2,00% par année de service. Il peut être réduit, selon le régime et le groupe d'employés, d'un pourcentage du maximum des gains admissibles fixé par la Régie des Rentes du Québec.

Enfin, pour certains groupes d'employés, des prestations de raccordement peuvent être accordées entre la date de retraite anticipée et la date normale de retraite.

POLITIQUES DE CAPITALISATION ET DE PLACEMENT

Les politiques de capitalisation et de placement varient d'un régime à l'autre, selon les choix des comités de retraite et en fonction des dispositions des régimes.

ÉTUDES ACTUARIELLES

Tous les régimes font l'objet d'une étude actuarielle à tous les trois ans, préparée par des actuaires, en fonction des dispositions légales applicables à ces types de régime de retraite. La dernière évaluation est en date du 31 décembre 2009.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (1 654 700)	(1 692 200)
Charge de l'exercice	5 (6 778 800)	(5 161 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 6 647 900	5 198 500
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(1 785 600)</u>	<u>(1 654 700)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 135 119 500	124 880 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (156 543 700)	(133 517 600)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (21 424 200)	(8 637 100)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 19 638 600	8 949 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (1 785 600)	311 900
Provision pour moins-value	13 ()	(1 966 600)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(1 785 600)</u>	<u>(1 654 700)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>5</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 135 119 500	118 700 900
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (156 543 700)	(127 720 800)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 <u>(21 424 200)</u>	<u>(9 019 900)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 10 138 500	9 063 100
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 333 600	90 000
	21 10 472 100	9 153 100
Cotisations salariales des employés	22 (4 732 600)	(4 384 400)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 5 739 500	4 768 700
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 539 100	193 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 1 966 600	163 900
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29 (1 966 600)	(126 400)
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>6 278 600</u>	<u>4 999 200</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 8 516 500	7 664 200
Rendement espéré des actifs	34 (8 016 300)	(7 502 400)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 500 200	161 800
Charge de l'exercice	36 <u>6 778 800</u>	<u>5 161 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		2010	2009
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	3 067 800	1 454 800
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(8 016 300)	(7 502 400)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	(4 948 500)	(6 047 600)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41	4 209 300	3 212 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	129 508 700	112 371 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	17	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	6,24 %	6,24 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	6,24 %	6,24 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	3,25 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	2,25 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51		
Autres hypothèses économiques			
-	52		
-	53		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54		55		56	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2010	2009
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs			
Passif au début de l'exercice	57	()	()
Charge de l'exercice	58	()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59		
Passif à la fin de l'exercice	60	()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	()	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

Ville de Lévis

Le régime à cotisations déterminées a été terminé en date du 30 septembre 2010.

Société de transport de Lévis:

Les employés de garage participent à un régime de retraite à cotisations déterminées administré par le syndicat national des employés de garage CSD.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		<u>2010</u>	<u>2009</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	89	<u>64 161</u>	<u>71 387</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 4

Description des régimes et autres renseignements

Ville de Lévis:

La Ville de Lévis participe à un REER collectif établi au bénéfice des brigadiers scolaires. Sa contribution est de 6,5%, tout comme celle des employés.

Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière:

La Régie contribue au régime enregistré d'épargne retraite collectif des employés-cadres pour un montant équivalent à 4 % de leur salaire brut annuel. Le pourcentage est porté à 6 % après 4 années de service continu et à 8 % après 9 années de service continu. La contribution de l'employeur est conditionnelle à ce que les employés-cadres participent audit régime dans les mêmes proportions.

Le Régie offre aux cols blancs et aux cols bleus la possibilité d'adhérer à un régime enregistré d'épargne retraite collectif. La contribution de l'employeur est égale à celle de l'employé et conditionnelle à ce que les employés participent audit régime. La participation maximale de l'employeur est fonction de l'ancienneté et varie de 2 % à 8 % du salaire brut.

Société de transport de Lévis:

Les chauffeurs participent à un REER collectif à lequel ils contribuent à un taux minimum de 3% et l'employeur à un taux de 5% du salaire régulier.

Société de développement économique de Lévis (CLD):

La Société participe au REER collectif établi au bénéfice de ses employés. Sa contribution est égale à 6% du salaire et celle des employés est de 4%.

Charge de l'exercice	2010	2009
Cotisations de l'employeur 91	246 489	230 071

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 Oui
 93 Non

	2010	2009
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	27	27

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM,

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2010</u>	<u>2009</u>
Cotisations des élus au RREM	95	54 648	43 190
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	96	182 456	145 552
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97	80 916	66 479
	98	<u>263 372</u>	<u>212 031</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	236 013 522
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	33 867 169
Activités de fonctionnement à financer	3	1 108 696
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	1 785 600
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	2 924 466
Débiteurs	9	23 255 840
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	7 298 043
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme	15	239 296 638
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	239 296 638
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	239 296 638
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	89 677 449	89 796 715	84 806 359
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	15 389 538	15 501 888	13 861 457
Activités de fonctionnement	3	6 397 235	6 445 065	5 314 940
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	12 558 445	11 781 793	12 441 897
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	124 022 667	123 525 461	116 424 653
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	8 443 600	8 384 418	8 473 086
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	6 742 200	6 808 293	6 604 663
Matières résiduelles	13	13 965 400	13 793 891	13 230 576
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	540 700	559 249	
Service de la dette	18		912 930	1 079 591
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	29 691 900	30 458 781	29 387 916
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	29 691 900	30 458 781	29 387 916
	26	153 714 567	153 984 242	145 812 569

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	139 425	144 428	139 869
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	16 000	12 906	15 453
	31	155 425	157 334	155 322
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	1 978 714	2 052 104	1 886 835
Cégeps et universités	33	1 138 000	1 216 055	1 250 766
Écoles primaires et secondaires	34	2 908 821	2 971 848	2 896 182
	35	6 025 535	6 240 007	6 033 783
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39	1 028	1 071	1 028
	40	1 028	1 071	1 028
	41	6 181 988	6 398 412	6 190 133
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	385 917	373 259	385 626
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	12 503	11 308	12 580
Taxes d'affaires	44			
	45	398 420	384 567	398 206
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50	255 580	247 541	196 499
	51	255 580	247 541	196 499
	52	6 835 988	7 030 520	6 784 838

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	88 243	6 149	7 382
Sécurité publique				
Police	54	290 205	315 204	381 390
Sécurité incendie	55	18 967	20 607	21 077
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	104 522	103 878	124 189
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		2 148 120	2 409 381
Transport adapté	62		791 472	953 399
Transport scolaire	63			
Autres	64		56 914	62 029
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	88 546	48 458	24 609
Réseau de distribution de l'eau potable	69	59 072	68 964	78 306
Traitement des eaux usées	70	253 391	700 781	374 611
Réseaux d'égout	71	58 623	20 754	24 986
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	1 510 000	1 741 067	1 510 109
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78		7 907	7 907
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82		14 777	14 777
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	2 161	13 493	11 507
Rénovation urbaine	84	533 390	440 878	864 924
Promotion et développement économique	85	965 625	883 688	876 328
Autres	86	11 537	11 023	13 131
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	146 250	170 202	176 697
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	610 244	585 987	659 904
Autres	89	101 109	115 684	110 971
Réseau d'électricité	90			
	91	4 841 885	5 269 501	8 684 930

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92		53 748	(6 520)
Sécurité publique				
Police	93	25 000		(43 461)
Sécurité incendie	94			35 089
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	8 537 000	4 629 823	3 186 498
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99	350 000		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103		1 503 277	3 315 798
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	33 128 000	14 380 910	1 673 503
Réseau de distribution de l'eau potable	108	10 508 000	4 778 159	3 662 215
Traitement des eaux usées	109	150 000		
Réseaux d'égout	110	6 164 000	2 989 990	2 228 581
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122	310 000		
Rénovation urbaine	123		299 927	299 927
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	2 671 000	1 912 593	1 912 593
Activités culturelles				
Bibliothèques	127	200 000		
Autres	128	109 000	(896)	(896)
Réseau d'électricité	129			
	130	62 152 000	29 044 254	14 053 991

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			106 139
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	4 691 900	4 561 198	4 078 651
Programme d'aide financière aux MRC	137	105 162	52 185	105 162
Autres	138	212 500	212 503	212 503
	139	5 009 562	4 825 886	4 502 455
TOTAL DES TRANSFERTS	140	72 003 447	39 139 641	27 241 376

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145	1 262 262	1 270 514	1 270 514
Sécurité incendie	146			818 630
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	1 262 262	1 270 514	1 270 514
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153		218 815	195 002
Autres	154			
	155		218 815	195 002
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	8 161	8 161	17 629
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	8 161	8 161	17 629
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	1 262 262	1 278 675	1 497 490
				1 031 261

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	186 641	295 187	214 333
Sécurité publique	184	183 060	594 330	657 057
Transport				
Réseau routier	185	1 006 788	939 856	1 002 775
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186		5 058 127	5 261 304
Transport adapté	187		190 923	188 762
Transport scolaire	188			
Autres	189		31 376	14 643
Autres	190			
Hygiène du milieu	191	1 019 625	1 219 873	1 324 723
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193	485 967	430 957	502 009
Loisirs et culture	194	2 001 225	2 172 720	2 033 824
Réseau d'électricité	195			
	196	4 883 306	5 652 923	11 280 330
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	6 145 568	6 931 598	12 230 691
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	965 000	1 499 878	1 227 698
Droits de mutation immobilière	199	4 100 000	6 999 665	5 678 227
Droits sur les carrières et sablières	200		343 193	306 440
Autres	201			
	202	5 065 000	8 842 736	7 212 365
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	4 235 200	3 765 471	2 777 330
INTÉRÊTS	204	976 133	1 408 500	1 342 511
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		55 770	119 874
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206		988 511	197 852
Gain (perte) sur cession de placements	207		(4 530)	
Contributions des promoteurs	208	706 000	15 146 164	7 755 714
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209		3 343 930	1 373 646
Contributions des organismes municipaux	210		462 079	205 470
Autres	211	4 404 606	2 903 855	868 015
	212	5 110 606	19 556 379	10 520 571

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	2 331 169	2 344 645	71 428	2 416 073	2 416 073	2 277 368
Application de la loi	2	1 521 287	1 509 877	53 927	1 563 804	1 563 804	1 469 688
Gestion financière et administrative	3	8 042 138	7 730 401	383 412	8 113 813	8 113 813	7 483 930
Greffe	4	2 501 981	3 107 141	142 856	3 249 997	3 249 997	3 779 956
Évaluation	5	2 686 242	2 882 571	85 713	2 968 284	2 968 284	2 591 497
Gestion du personnel	6	1 877 378	2 346 722	58 228	2 404 950	2 404 950	2 078 510
Autres	7	719 373	1 432 270	36 122	1 468 392	1 468 392	1 412 412
	8	19 679 568	21 353 627	831 686	22 185 313	22 185 313	21 093 361
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	24 605 022	24 522 126	632 649	25 154 775	25 154 775	23 270 398
Sécurité incendie	10	12 222 398	11 877 178	650 894	12 528 072	12 528 072	11 452 846
Sécurité civile	11	17 749	22 977		22 977	22 977	34 779
Autres	12	1 025 796	976 812		976 812	976 812	902 377
	13	37 870 965	37 399 093	1 283 543	38 682 636	38 682 636	35 660 400
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	5 689 145	5 933 526	7 853 107	13 786 633	13 786 633	11 971 272
Enlèvement de la neige	15	14 912 909	12 597 196	668 019	13 265 215	13 265 215	14 862 021
Éclairage des rues	16	1 172 769	1 189 742	256 976	1 446 718	1 446 718	1 416 223
Circulation et stationnement	17	616 132	595 896		595 896	595 896	571 227
Transport collectif							
Transport en commun	18	6 452 934	6 446 966	3 932	6 450 898	16 874 907	16 088 614
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21		268 076	265 366	533 442	533 442	291 469
	22	28 843 889	27 031 402	9 047 400	36 078 802	46 502 811	45 200 826

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 835 331	3 740 695	1 090 571	4 831 266	4 484 061
Réseau de distribution de l'eau potable	24	5 930 064	5 742 484	3 342 864	9 085 348	9 088 392
Traitement des eaux usées	25	2 011 839	2 049 904	3 249 452	5 299 356	4 971 553
Réseaux d'égout	26	5 354 992	5 437 623	4 562 472	10 000 095	9 315 368
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	6 228 085	5 897 769		5 897 769	5 441 125
Élimination	28	5 197 039	4 930 533	897 585	5 828 118	4 680 986
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	2 307 181	2 192 153		2 192 153	2 454 131
Tri et conditionnement	30	1 889 949	1 796 415		1 796 415	2 010 226
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	603 251	472 311		472 311	475 736
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	300 000	96 170		96 170	191 652
Protection de l'environnement	38	491 022	405 031		405 031	553 964
Autres	39	117 405	117 119	88 455	205 574	204 069
	40	34 266 158	32 878 207	13 231 399	46 109 606	43 871 263
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	2 377 914	129 356		129 356	568 397
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	5 200	458		458	650
	44	2 383 114	129 814		129 814	569 047
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	6 419 757	5 957 445	326 683	6 284 128	6 000 319
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	1 020 000	366 400		366 400	63 329
Autres biens	47	3 745 000	844 368		844 368	889 064
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	4 594 123	4 493 367		4 493 367	4 657 360
Tourisme	49	1 538 426	1 211 656		1 211 656	447 997
Autres	50					
Autres	51		623 596		623 596	95 289
	52	17 317 306	13 496 832	326 683	13 823 515	12 153 358

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	3 826 127	3 811 416	743 807	4 555 223	4 555 223	4 207 859
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 814 714	2 824 468	8 283	2 832 751	2 832 751	2 683 801
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 679 646	1 625 712	6 197	1 631 909	1 631 909	1 526 449
Parcs et terrains de jeux	56	9 379 433	9 463 259	2 114 523	11 577 782	11 577 782	10 753 077
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	168 049	182 827	94 179	277 006	277 006	224 286
	60	17 867 969	17 907 682	2 966 989	20 874 671	20 874 671	19 395 472
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	3 627 201	3 468 961	13 624	3 482 585	3 482 585	3 355 915
Bibliothèques	62	4 189 331	4 114 787	571 593	4 686 380	4 686 380	4 580 427
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	100	113	170 757	170 870	170 870	170 794
	66	7 816 632	7 583 861	755 974	8 339 835	8 339 835	8 107 136
	67	25 684 601	25 491 543	3 722 963	29 214 506	29 214 506	27 502 608
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	8 625 574	8 608 739		8 608 739	9 176 002	9 035 198
Autres frais	70	590 000	563 024		563 024	617 421	540 611
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		500 200		500 200	500 200	161 800
Autres	72	80 000	71 370		71 370	167 457	361 610
	73	9 295 574	9 743 333		9 743 333	10 461 080	10 099 219
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
74	28 054 542	28 443 674	(28 443 674)				

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes non consolidés	32
Revenus admissibles non consolidés	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la Ville de Lévis. Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

André Matte, CA auditeur
Vérificateur général de la Ville de Lévis

DATE 2011-04-15

Dernière modification : 2011-04-13 20:15:29

Réservé au ministère

490 613 340	47 939 441	127 090 940	1,3524
-------------	------------	-------------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>154 273 934</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	289 692
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>289 692</u>
Revenus de taxes	11	<u>153 984 242</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	153 984 242
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u>289 692</u>
Total partiel			4	<u>154 273 934</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	26 623 745		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	559 249		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	<u>27 182 994</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>127 090 940</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010****ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2010 ²	1	<u>9 339 839 100</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2010 ²	2	<u>9 455 003 800</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>9 397 421 450</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>127 090 940</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>9 397 421 450</u>
Taux global de taxation réel de 2010	6	<u> [1] , [3 | 5 | 2 | 4] / 100 \$</u>

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2010 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2010 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1	18 038 000	11 065 877	11 065 877	9 402 551
Usines de traitement de l'eau potable	2	52 356 000	26 131 429	26 131 429	6 926 158
Usines et bassins d'épuration	3	815 000	107 160	107 160	740 879
Conduites d'égout	4	16 419 000	9 332 179	9 332 179	7 239 975
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	2 582 000	527 562	527 562	447 941
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	39 271 000	24 373 541	24 373 541	14 781 295
Ponts, tunnels et viaducs	7	1 419 000	133 180	133 180	278 619
Système d'éclairage des rues	8	75 000	75 390	75 390	45 382
Aires de stationnement	9	2 315 000	19 256	19 256	307 379
Parcs et terrains de jeux	10	2 542 000	4 302 214	4 302 214	1 962 807
Autres infrastructures	11	2 386 000	876 920	1 042 724	2 637 528
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13	3 292 000	906 651	1 232 849	770 517
Édifices communautaires et récréatifs	14	4 915 000	555 297	555 297	880 171
Améliorations locatives	15				
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16			2 063 118	6 566 409
Autres	17	946 000	1 149 781	1 149 781	709 876
Ameublement et équipement de bureau	18	2 121 000	1 079 305	1 168 967	1 745 114
Machinerie, outillage et équipement divers	19	4 331 000	3 988 903	4 526 741	4 415 043
Terrains	20	9 061 000	3 926 422	4 089 771	267 172
Autres	21				
	22	162 884 000	88 551 067	91 897 036	60 124 816

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes					
Conduites d'eau potable	23		4 633 204	4 633 204	5 375 119
Usines de traitement de l'eau potable	24		25 133 048	25 133 048	5 219 338
Usines et bassins d'épuration	25		30 088	30 088	731 101
Conduites d'égout	26		2 368 718	2 368 718	2 826 251
Infrastructures pour nouveau développement					
Conduites d'eau potable	27		6 432 673	6 432 673	4 027 432
Usines de traitement de l'eau potable	28		998 381	998 381	1 706 820
Usines et bassins d'épuration	29		77 072	77 072	9 778
Conduites d'égout	30		6 963 461	6 963 461	4 413 724
	31		46 636 645	46 636 645	24 309 563

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Augmentation		Diminution		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	210 677 915	24	41 258 000	47	23 460 118	70	228 475 797
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		25		48		71	
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	8 326 977	26		49	1 059 252	72	7 267 725
Organismes municipaux	4		27		50		73	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		28		51		74	
Autres	6	180 000	29	90 000	52		75	270 000
	7	219 184 892	30	41 348 000	53	24 519 370	76	236 013 522
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8	820 079	31		54	174 214	77	645 865
Réserves financières et fonds réservés	9	2 386 492	32	286 633	55	394 524	78	2 278 601
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres								
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	10	71 783 881	33	9 762 364	56	10 147 666	79	71 398 579
De la municipalité (Société de transport en commun)	12		35		58		81	
	13	197 255 755	36	37 430 413	59	21 928 486	82	212 757 682
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)								
Débiteurs								
Gouvernement du Québec et ses entreprises								
Organismes municipaux	14	21 743 555	37	3 917 587	60	2 567 562	83	23 093 580
Autres tiers	15		38		61		84	
Autres tiers	16	185 582	39		62	23 322	85	162 260
Autres	17		40		63		86	
	18	21 929 137	41	3 917 587	64	2 590 884	87	23 255 840
Prêts	19		42		65		88	
	20	21 929 137	43	3 917 587	66	2 590 884	89	23 255 840
	21	219 184 892	44	41 348 000	67	24 519 370	90	236 013 522
Déduire								
Dette en cours de refinancement	22		45		68		91	
	23	219 184 892	46	41 348 000	69	24 519 370	92	236 013 522

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
Administration générale					
Application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3				
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	460 528	429 140	429 140	475 469
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20				
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	460 528	429 140	429 140	475 469

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Effectifs personnes/ année ²		Semaine normale (heures)		Rémunération		Charges sociales		Total ¹
Administration municipale										
Cadres et contremaîtres	1	127,62	11	35	18	12 815 693	28	3 523 534	38	16 339 227
Professionnels	2	86,59	12	35	19	6 021 634	29	1 428 042	39	7 449 676
Cols blancs	3	394,58	13	32,5	20	16 750 597	30	3 674 167	40	20 424 764
Cols bleus	4	310,55	14	40	21	15 725 047	31	3 428 015	41	19 153 062
Policiers	5	149,85	15	40	22	12 099 187	32	3 051 422	42	15 150 609
Pompiers	6	95,88	16	40	23	6 366 892	33	1 346 360	43	7 713 252
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24		34		44	
	8	1 165,07			25	69 779 050	35	16 451 540	45	86 230 590
Élus	9	16,00			26	1 203 108	36	340 992	46	1 544 100
	10	1 181,07			27	70 982 158	37	16 792 532	47	87 774 690

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert					
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	7 238 913	52	7 190 455	56	14 429 368
Réseau de distribution de l'eau potable	49	2 343 421	53	2 503 702	57	4 847 123
Traitement des eaux usées	50	700 781	54		58	700 781
Réseaux d'égout	51	1 401 126	55	1 609 618	59	3 010 744

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1	1 509 877	27	53 927	53	1 563 804	79	958	105	1 562 846	131	
Évaluation	2	2 882 571	28	85 713	54	2 968 284	80	2 200	106	2 966 084	132	20 597
Autres	3	16 961 179	29	692 046	55	17 653 225	81	292 029	107	17 361 196	133	487 654
	4	21 353 627	30	831 686	56	22 185 313	82	295 187	108	21 890 126	134	508 251
Sécurité publique												
Police	5	24 522 126	31	632 649	57	25 154 775	83	1 518 173	109	23 636 602	135	186 767
Sécurité incendie	6	11 877 178	32	650 894	58	12 528 072	84	346 671	110	12 181 401	136	312 364
Sécurité civile	7	22 977	33		59	22 977	85		111	22 977	137	2 138
Autres	8	976 812	34		60	976 812	86		112	976 812	138	
	9	37 399 093	35	1 283 543	61	38 682 636	87	1 864 844	113	36 817 792	139	501 269
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	5 933 526	36	7 853 107	62	13 786 633	88	208 022	114	13 578 611	140	2 625 654
Enlèvement de la neige	11	12 597 196	37	668 019	63	13 265 215	89	664 007	115	12 601 208	141	224 086
Autres	12	1 785 638	38	256 976	64	2 042 614	90	67 827	116	1 974 787	142	
Transport collectif	13	6 446 966	39	3 932	65	6 450 898	91		117	6 450 898	143	
Autres	14	268 076	40	265 366	66	533 442	92		118	533 442	144	42 393
	15	27 031 402	41	9 047 400	67	36 078 802	93	939 856	119	35 138 946	145	2 892 133
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	3 740 695	42	1 090 571	68	4 831 266	94	8 161	120	4 823 105	146	585 925
Réseau de distribution de l'eau potable	17	5 742 484	43	3 342 864	69	9 085 348	95	512 941	121	8 572 407	147	647 234
Traitement des eaux usées	18	2 049 904	44	3 249 452	70	5 299 356	96		122	5 299 356	148	1 377 723
Réseaux d'égout	19	5 437 623	45	4 562 472	71	10 000 095	97	480 113	123	9 519 982	149	425 541
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	10 828 302	46	897 585	72	11 725 887	98	125 458	124	11 600 429	150	311 497
Matières recyclables	21	4 460 879	47		73	4 460 879	99		125	4 460 879	151	8 982
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23	96 170	49		75	96 170	101		127	96 170	153	
Protection de l'environnement	24	405 031	50		76	405 031	102	101 361	128	303 670	154	4 532
Autres	25	117 119	51	88 455	77	205 574	103		129	205 574	155	
	26	32 878 207	52	13 231 399	78	46 109 606	104	1 228 034	130	44 881 572	156	3 361 434

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	129 356	172	187	129 356	202	217	129 356	232	154 075		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233			
Autres	159	458	174	189	458	204	219	458	234			
	160	129 814	175	190	129 814	205	220	129 814	235	154 075		
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	5 957 445	176	191	326 683	206	91 703	221	6 192 425	236	430 198	
Rénovation urbaine	162	1 210 768	177	192	1 210 768	207	24 950	222	1 185 818	237	244 740	
Promotion et développement économique	163	5 705 023	178	193	5 705 023	208	8 697	223	5 696 326	238	181 809	
Autres	164	623 596	179	194	623 596	209	305 607	224	317 989	239	55 105	
	165	13 496 832	180	195	13 823 515	210	430 957	225	13 392 558	240	911 852	
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	17 907 682	181	196	2 966 989	211	1 879 624	226	18 995 047	241	767 447	
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	4 114 787	182	197	571 593	212	129 158	227	4 557 222	242	175 410	
Autres	168	3 469 074	183	198	184 381	213	163 938	228	3 489 517	243	471 462	
	169	25 491 543	184	199	29 214 506	214	2 172 720	229	27 041 786	244	1 414 319	
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245			
	171	157 780 518	186	201	28 443 674	216	6 931 598	231	179 292 594	246	9 743 333	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1	773 437	688 788
Charges sociales	2	126 773	93 711
Biens et services	3	87 086 462	51 980 882
Frais de financement	4	564 395	263 938
Autres	5		
	6	88 551 067	53 027 319

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	6 521 473	6 475 602
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	6 521 473	6 475 602
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	9 343 049	5 278 259
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(662 856)	(2 668 761)
Activités d'investissement	6	138 800	(796 954)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7	(3 038 419)	(1 879 135)
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9	53 729	112 462
	10	5 834 303	45 871
Solde à la fin de l'exercice	11	12 355 776	6 521 473
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	8 920 062	12 573 135
Redressement aux exercices antérieurs	13		
Solde redressé au début de l'exercice	14	8 920 062	12 573 135
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	1 061 497	(3 019 616)
Activités d'investissement	16	(5 180 030)	(2 892 513)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17	3 038 419	1 879 135
Financement des investissements en cours	18	176 681	379 921
	19	(903 433)	(3 653 073)
Solde à la fin de l'exercice	20	8 016 629	8 920 062

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		2010	2009
Montant à pouvoir dans le futur			
Solde au début de l'exercice	21	(2 974 754)	(2 973 513)
Redressement aux exercices antérieurs	22		
Solde redressé au début de l'exercice	23	(2 974 754)	(2 973 513)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	24	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25	(420 725)	(308 100)
Autres	26	(314 000)	()
Régimes non capitalisés	27	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	28	()	()
	29	()	()
	30	(734 725)	(308 100)
Diminution de l'exercice			
	31	262 977	306 859
	32	(471 748)	(1 241)
Solde à la fin de l'exercice	33	(3 446 502)	(2 974 754)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	34	(14 583 584)	(12 022 094)
Redressement aux exercices antérieurs	35		
Solde redressé au début de l'exercice	36	(14 583 584)	(12 022 094)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37	(6 304 226)	(2 069 107)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39	(53 729)	(112 462)
	40	(176 681)	(379 921)
	41	(6 534 636)	(2 561 490)
Solde à la fin de l'exercice	42	(21 118 220)	(14 583 584)
Investissement net dans les éléments à long terme			
Solde au début de l'exercice	43	430 961 933	412 996 142
Redressement aux exercices antérieurs	44		
Solde redressé au début de l'exercice	45	430 961 933	412 996 142
Variation de l'exercice	46	47 031 033	17 965 791
Solde à la fin de l'exercice	47	477 992 966	430 961 933

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>5 165 947</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>5 165 947</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>5 165 947</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	334 693 9	10	11	68 409 12	167 817 13	14	235 285
	15	334 693 16	17	18	68 409 19	167 817 20	21	235 285

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010		2009
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Taxes sur la valeur foncière	Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales	
Taxe foncière générale (taux unique)	1 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	5 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	7 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

	Par unité de logement	
Eau	1	1 2 8 , 0 0 \$
Égout	2	1 0 5 , 0 0 \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	, \$
Matières résiduelles	5	1 5 7 , 0 0 \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 , %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE(TAUX VARI			
CATÉGORIE RÉSIDUELLE ET IMM.AGRIC			
CHARNY	,6628	1	
LÉVIS	,6628	1	
PINTENDRE	,6628	1	
ST-ÉTIENNE-DE-LAUZON	,6628	1	
STE-HÉLÈNE-DE-BREAKEYVILLE	,6628	1	
ST-JEAN-CHRYSOSTOME	,6628	1	
ST-JOSEPH-DE-LA-POINTE-DE-LEVY	,6021	1	
ST-NICOLAS	,6628	1	
ST-RÉDEMPTEUR	,6723	1	
ST-ROMUALD	,6628	1	
CATÉGORIE 6 LOGEMENTS OU PLUS			
CHARNY	,7657	1	
LÉVIS	,7657	1	
PINTENDRE	,7657	1	
ST-ÉTIENNE-DE-LAUZON	,7657	1	
STE-HÉLÈNE-DE-BREAKEYVILLE	,7657	1	
ST-JEAN-CHRYSOSTOME	,7657	1	
ST-JOSEPH-DE-LA-POINTE-DE-LEVY	,6956	1	
ST-NICOLAS	,7657	1	
ST-RÉDEMPTEUR	,7702	1	
ST-ROMUALD	,7657	1	
CATÉGORIE IMMEUBLES NON RÉSIDENT			
CHARNY	2,5634	1	
LÉVIS	2,4891	1	
PINTENDRE	2,6091	1	
ST-ÉTIENNE-DE-LAUZON	2,5491	1	
STE-HÉLÈNE-DE-BREAKEYVILLE	1,8692	1	
ST-JEAN-CHRYSOSTOME	2,6408	1	

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Description	Taux	Code ¹	Préciser
ST-JOSEPH-DE-LA-POINTE-DE-LEVY	1,9462	1	
ST-NICOLAS	2,1191	1	
ST-RÉDEMPTEUR	2,5945	1	
ST-ROMUALD	2,5085	1	
CATEGORIE IMMEUBLES INDUSTRIELS			
CHARNY	2,8625	1	
LÉVIS	2,7832	1	
PINTENDRE	2,7937	1	
ST-ETIENNE-DE-LAUZON	2,8462	1	
STE-HÉLÈNE-DE-BREAKEYVILLE	2,1033	1	
ST-JEAN-CHRYSOSTOME	2,6316	1	
ST-JOSEPH-DE-LA-POINTE-DE-LEVY	2,2003	1	
ST-NICOLAS	2,1976	1	
ST-RÉDEMPTEUR	2,5486	1	
ST-ROMUALD	2,6443	1	
CATEGORIE TERRAINS VAGUES DESSEF			
CHARNY	1,1599	1	
LÉVIS	1,1599	1	
PINTENDRE	1,1599	1	
ST-ETIENNE-DE-LAUZON	1,1599	1	
STE-HÉLÈNE-DE-BREAKEYVILLE	1,1599	1	
ST-JEAN-CHRYSOSTOME	1,1599	1	
ST-JOSEPH-DE-LA-POINTE-DE-LÉVY	1,0537	1	
ST-NICOLAS	1,1599	1	
ST-RÉDEMPTEUR	1,1765	1	
ST-ROMUALD	1,1599	1	
TAXE SPÉCIALE POUR LE SERVICE DE D	,1645	1	
TAXE SPÉCIALE POUR LES ACTIVITÉS D	,0684	1	
TAXE SPÉCIALE POUR DETTES EX-VILLE			
CHARNY	,0190	1	
LÉVIS	,0907	1	
PINTENDRE	,0201	1	
ST-ÉTIENNE-DE-LAUZON	,0919	1	
STE-HÉLÈNE-DE-BREAKEYVILLE	,0917	1	
ST-JEAN-CHRYSOSTOME	,1021	1	
ST-JOSEPH-DE-LA-POINTE-DE-LEVY	,0066	1	
ST-NICOLAS	,0414	1	
ST-RÉDEMPTEUR	,0439	1	
ST-ROMUALD	,1532	1	
EAU(SANS COMPTEUR)	128,0000	7	PAR LOGEMENT
EAU(SANS COMPTEUR)-MAISON DE CHA	31,0000	7	PAR CHAMBRE
EAU(SANS COMPTEUR)-GÎTE TOURISTIC	51,0000	7	PAR GÎTE
TARIF EAU AVEC COMPTEUR	,4770	7	DU MÈTRE CUBE
TARIF EAU AVEC COMPTEUR	2,1680	7	DU MILLE GALLONS
TARIF EAU NON RESIDENTIEL SANS COM			
SUPERFICIE 1 A 250 PIEDS CARRÉS	51,0000	7	PAR LOCAL
SUPERFICIE 251 A 500 PIEDS CARRÉS	111,0000	7	PAR LOCAL
SUPERFICIE 501 ET PLUS PIEDS CARRÉ	151,0000	7	PAR LOCAL

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Description	Taux	Code ¹	Préciser
EGOUT+ASSAINISSEMENT(SANS COMP	105,0000	7	PAR LOGEMENT
EGOUT+ASS.(SANS COMPTEUR)MAISON	26,0000	7	PAR CHAMBRE
EGOUT+ASS(SANS COMPTEUR) GÎTE TC	41,0000	7	PAR GÎTE
EGOUT+ASSAINISSEMENT AVEC COMPT	,3950	7	DU MÈTRE CUBE
EGOUT+ASSAINISSEMENT AVEC COMPT	1,7960	7	DU MILLE GALLONS
TARIF EGOUT+ASS. NON RESID.SANS C			
SUPERFICIE 1 A 250 PIEDS CARRÉS	41,0000	7	PAR LOCAL
SUPERFICIE 251 A 500 PIEDS CARRÉS	93,0000	7	PAR LOCAL
SUPERFICIE 501 ET PLUS PIEDS CARRÉ	125,0000	7	PAR LOCAL
DECHETS	157,0000	7	PAR LOGEMENT
DECHETS-MAISON DE CHAMBRE	49,0000	7	PAR CHAMBRE
DECHETS-GÎTE TOURISTIQUE	61,0000	7	PAR GÎTE
DECHETS-NON RESIDENTIELS			
SUPERFICIE 1 A 250 PIEDS CARRÉS	61,0000	4	
SUPERFICIE 251 A 500 PIEDS CARRÉS	131,0000	4	
SUPERFICIE 501 A 750 PIEDS CARRÉS	154,0000	4	
SUPERFICIE 751 A 1000 PIEDS CARRÉS	171,0000	4	
SUPERFICIE 1001 A 2000 PIEDS CARRÉS	513,0000	4	
SUPERFICIE 2001 ET PLUS PIEDS CARRÉ	1 032,0000	4	
DECHETS-ROOL-OFF TRANSPORT	141,0000	7	PAR VOYAGE
DECHETS-ROOL-OFF DISPOSITION	108,0000	7	PAR TONNE MÉTRIQUE
DECHETS-CHARGEMENT AVANT			
-SANS COMPACTEUR			
-2 VERGES CUBES	741,0000	7	1 LEVÉE PAR SEMAINE
-4 VERGES CUBES	1 246,0000	7	1 LEVÉE PAR SEMAINE
-6 VERGES CUBES	1 748,0000	7	1 LEVÉE PAR SEMAINE
-8 VERGES CUBES	2 398,0000	7	1 LEVÉE PAR SEMAINE
-AVEC COMPACTEUR			
-2 VERGES CUBES	1 946,0000	7	1 LEVÉE PAR SEMAINE
-4 VERGES CUBES	3 656,0000	7	1 LEVÉE PAR SEMAINE
-6 VERGES CUBES	5 362,0000	7	1 LEVÉE PAR SEMAINE
-8 VERGES CUBES	7 216,0000	7	1 LEVÉE PAR SEMAINE
LE DOUBLE DU TARIF À UNE LEVÉE			2 LEVÉES PAR SEMAINE
COMPENSATION POUR SERVICES MUNI	,5000	1	ART 204. PAR.5 ,10 , 11
COMPENSATION POUR SERVICES MUNI	,8000	1	ART 204. PAR. 12

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7	\$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8	\$	
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11	289 692 \$	
b) autres formes d'aide	12	\$	
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	479 509 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18	\$	
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19	20 <input checked="" type="checkbox"/>	

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 2175, chemin du Fleuve
 (no) (rue)
 Saint-Romuald G6W 7W9
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 839-2002
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 839-5548
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel levis@ville.levis.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Marcel Rodrigue

Téléphone (418) 839-2002
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 835-8522
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel mrodrigue@ville.levis.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Lemieux Nolet, S.E.N.C.R.L.

Titre Comptables agréés

Adresse 5020, boulevard de la Rive-Sud
 (no) (rue)
 Lévis G6V 4Z6
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 833-2114
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 833-9983
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel francine.marcoux@ln.ca

Responsable du dossier Francine Marcoux, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom André Matte

Titre Vérificateur général

Adresse 8100, rue du Blizzard
 (no) (rue)
 Charny G6X 1C9
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 835-8565
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel amatte@ville.levis.qc.ca

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1

2

3

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____
(Nom) (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2012 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification : 2011-04-13 20:15:29

Réservé au ministère

490 613 340

47 939 441

127 090 940

1,3524

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier consolidé
 (Nom)
 de Lévis _____ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 47 939 441 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 127 090 940 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification : 2011-04-13 20:15:29

Réservé au ministère

490 613 340	47 939 441	127 090 940	1,3524
-------------	------------	-------------	--------

RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers consolidés (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)